

Singulier PIUrieur

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire

Numéro spécial Congrès FSU Drôme

Lundi 17 et mardi 18 janvier 2022
Lycée agricole Le Valentin
(Bourg-lès-Valence)

Ce bulletin
contient votre
matériel de vote

Le service public,
on l'aime, on le défend

Le contexte est marqué un durcissement du libéralisme autoritaire ainsi que par des limitations répétées des libertés individuelles et collectives. L'épidémie de Covid, instrumentalisée par le Gouvernement, a bousculé le syndicalisme et émoussé les réflexes collectifs. Si la FSU a su s'adapter, elle aspire à reprendre, avec ses adhérents, le chemin de l'action et du succès.

En outre, le congrès réinterrogera notre stratégie syndicale, nos objectifs et nos modes d'action. A la FSU, c'est le débat interne entre les tendances qui permet de définir les orientations et les mandats que nous voulons nous donner pour les 3 années à venir.

Deux orientations, portées par deux listes, sont présentes : Unité-Action et sympathisant.e.s; Ecole Emancipée.

Notre congrès (départemental, puis national) tirera le bilan de la période 2019-2021. Les adhérents de la FSU-Drôme se prononceront donc toutes et tous sur l'activité menée par la section départementale. **En même temps que le scrutin national, le vote départemental aura lieu du 4 novembre au 25 novembre 2021, selon des modalités propres aux syndicats nationaux. Ce bulletin contient uniquement le matériel de vote du scrutin départemental.**

Chacun se prononcera donc pour l'une des ces deux options. Le résultat du vote déterminera la composition du Conseil Délibératif Fédéral Départemental qui met en œuvre nos mandats.

Votons et faisons voter sur le rapport d'activité et sur l'orientation départementale !

1

Remplissez votre bulletin de vote départemental et insérez-le dans l'enveloppe vierge.



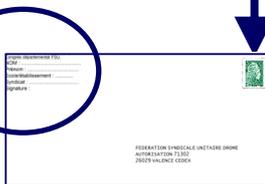
2
Insérez votre enveloppe vierge dans l'enveloppe timbrée fournie.

2



3

3
Complétez bien toutes les rubriques. Pour les retraités, indiquez-le à la rubrique « Ecole/établissement ». N'oubliez pas de signer pour valider votre vote.



**VOTEZ DÈS RÉCEPTION
DU MATÉRIEL DE VOTE !
du 4 NOVEMBRE
au 25 NOVEMBRE
(Tenez compte des délais postaux)**

Texte d'orientation

Unité et Action et sympathisant.e.s

Ensemble, lutter et transformer la société

Depuis le congrès précédent, le libéralisme autoritaire du Président Macron a durci sa politique de classe et a détricoté les filets de protection hérités du Conseil National de la Résistance, en instrumentalisant notamment la crise sanitaire pour bénéficier de l'effet de sidération. L'aggravation des inégalités se conjugue avec l'urgence climatique qui exige plus que les déclarations d'intention du Gouvernement et du Président. Cette exacerbation renforce la détermination de la FSU Drôme à défendre les agent.e.s des Services Publics et plus généralement à prendre toute sa place dans le combat en faveur d'une politique de justice, de redistribution et d'émancipation.

Défendre les personnels, les Services Publics, l'intérêt général

La FSU réaffirme sa détermination à combattre le démantèlement des Services Publics. Au nom de la justice, de la démocratie et de la solidarité, dans le cadre de l'unité d'action, nous continuerons à :

- exiger des hausses indiciaires de salaires, sans céder au chantage des "contreparties" ;
- défendre les Services Publics et leurs agent.e.s, titulaires ou précaires, en luttant contre la contractualisation et la précarisation aggravées par la loi Fonction Publique et en revendiquant l'amélioration du statut de fonctionnaire, au rebours de ce que porte la récente loi Fonction Publique ;
- revaloriser les pensions et améliorer la prise en charge de la dépendance ;
- défendre le Code des pensions et exiger l'amélioration du système actuel par répartition.

Élever le rapport de forces dans les luttes féministes et écologistes

Si la FSU Drôme est un partenaire reconnu et visible sur le plan sectoriel comme interprofessionnel, elle doit mobiliser plus largement ses forces dans le combat contre les inégalités femmes-hommes qui gangrènent des pans de la société et constituent une insulte à nos valeurs. De même, nous aurons à cœur de faire vivre sur le terrain nos mandats de congrès en faveur d'une transition écologique équilibrée, sans opposer "fin du monde et fin du mois", sans s'interdire de procéder par paliers sur le plan énergétique et sans renoncer à répondre aux urgences climatiques.

Refuser l'ubérisation et l'atomisation de la société

Progressivement, ce pouvoir construit un modèle social qui aggrave les inégalités scolaires, sociales, économiques : il multiplie les cadeaux au capital, dénigre et entrave les organisations syndicales, tout en s'attaquant, à Marseille ou ailleurs, aux "premiers de corvée" ainsi qu'aux plus faibles (agent.e.s public.que.s, migrant.e.s,

chômeurs.euses, retraité.e.s). A ce titre, la réforme des retraites, celle de l'Assurance Chômage ou la fin du paritarisme sont emblématiques des effets désastreux de ces choix idéologiques qui se drapent mensongèrement sous les voiles du "bon sens" et de "l'efficacité", au lieu de tirer les leçons de la crise des Gilets Jaunes.

Avec la liste UA et sympathisant.e.s, la FSU combattra toute réforme des retraites paramétrique ou systémique, tout démantèlement du système de santé et de la protection sociale. Ce sabotage des conquêtes sociales fracture profondément la société et nourrit la défiance envers le politique. Elle devra s'impliquer davantage encore pour construire et imposer le plan "Plus jamais ça", réunissant associations et syndicats, dont la FSU.

Combattre la droitisation de la société

Sous couvert de dépasser les clivages, le projet macronien, construit sur des "coups médiatiques", aboutit en fait à une droitisation des politiques conduites, à une confiscation progressive des libertés et à une marginalisation de la jeunesse. De plus, l'instrumentalisation de l'immigration alimente un racisme intolérable. Cette casse des solidarités renforce le poids de l'extrême droite dont les discours et les thématiques pourrissent la vie politique, notamment en ce début de campagne présidentielle. Il faut donc intensifier notre travail intersyndical contre les idées d'extrême droite, en proposant des luttes fédératrices, dépassant la victimisation ou l'anathème.

Notre engagement : alerter, rassembler, proposer et lutter tous ensemble.

La crise sanitaire et son instrumentalisation par le pouvoir ont entraîné un repli sur soi et émoussé les réflexes de réaction collective. Il faudra donc démultiplier les interventions de la FSU au plus près des personnels, avec la participation active de tous les syndicats de la fédération, à l'image de la pluralité reflétée par la liste UA.

Nous portons aussi l'ambition d'une FSU qui s'implique dans les luttes sociales et vise à fédérer au niveau départemental. Il faut donc rechercher des liens plus constants avec les mouvements de la jeunesse (lycéens, étudiants, Marche pour le climat) et poursuivre, sans exclusive, le travail initié avec les autres partenaires, dans un cadre intersyndical et interprofessionnel, notamment avec la CGT et Solidaires.

Voilà notre engagement, voilà notre choix de société.

Votez oui au rapport d'activité !

Votez et faites voter

pour la liste UA et sympathisant.e.s !

Candidat-e.s Unité et Action et sympathisant.e.s au conseil départemental de la FSU 26 :

Chapapria Amélie (SNUipp, Romans), Dumaillet Christophe (SNES, Saint-Vallier) Devine Frédéric (SNES, Romans), André Danielle (SNUipp, retraité), Briglia Alain (SNEP, retraité), Briglia Céline (SNUipp, Le Grand Serre), Chauvin Yoann (SNUipp, Portes-lès-Valence), Domergue Céline (SNEP, Cléon d'Andran), Eyraud Sandrine (SNASUB, Saint-Vallier), Faresse Robert (SNES, retraité), Faure Sandrine (SNES, Valence), Hadjajd Véronique (SNICS, Valence), Mabilon Jacky (SNES, La Chapelle-en-Vercors), Méry Odile (SNUAS-FP, Valence), Michelon Pascal (SNUEP, Valence), Mollard Jean-Louis (SNES, retraité), Mondon Bruno (SNES, Crest), Sébille Ludovic (SNUipp, Montélimar), Sénéchaux Jean-Noël (SNES, retraité), Soton Lucie (SNES, Saint-Vallier),

Texte d'orientation

À l'initiative de l'École Émancipée

Pour une FSU de lutte, porteuse d'alternatives écologiques et sociales !

La recherche du profit maximal est la principale source des catastrophes en cours ou imminentes (pandémie Covid-19, désastres écologiques...). **Imposer la préservation de l'environnement et le partage des richesses est la tâche fondamentale des mouvements sociaux progressistes. Le syndicalisme a un rôle essentiel dans ce combat, par ses possibilités de toucher largement les salarié·es, et participer ainsi à la construction du rapport de force global. C'est ce que l'École Émancipée porte comme orientation au sein de la FSU.**

Un gouvernement libéral et autoritaire

Si la **réforme des retraites** a été mise de côté, notamment grâce au puissant mouvement social de décembre 2019 à mars 2020, le gouvernement impose une **réforme de l'assurance chômage** visant à réduire les prestations versées.

Le « Quoi qu'il en coûte » a fait long feu. Les mesures adoptées se sont surtout traduites par des milliards pour la relance économique, distribués sans conditions sociales ou écologiques, permettant aux grandes entreprises de préserver leur versement de dividendes... Mais **rien pour les services publics !** Et des pans entiers de la population, notamment parmi les **jeunes, plongés dans une grande pauvreté !**

Parallèlement l'**écœurante chasse à l'électeur·trice d'extrême-droite** contribue à banaliser le discours de haine, sécuritaire et liberticide. Il s'agit de faire oublier que **le vrai problème est celui des politiques anti-sociales** menées, multipliant injustices et frustrations : lois sur la sécurité globale et sur le « séparatisme », code plus répressif envers les jeunes en difficulté, conclusions de la Convention citoyenne pour le climat bafouées et travesties...

Blanquer a poursuivi, quant à lui, ses réformes sans tenir compte de la pandémie. En mentant sur les chiffres et les risques de contamination, en ignorant les inégalités induites par les mesures prises, le ministre a montré son incompétence, son mépris et in fine son illégitimité.

Enfin, **sur la situation sanitaire**, alors qu'il faudrait permettre une vaccination la plus massive pour faire vraiment reculer l'épidémie en levant les brevets et en usant de conviction en direction des plus éloigné·es du système de santé, le passe sanitaire est source de division et d'exclusion.

Porter les alternatives, rassembler pour gagner

Sur le plan social et écologique, à l'opposé de la politique gouvernementale, des mesures urgentes sont indispensables : maintien et amélioration des retraites, augmentation des salaires et des minima sociaux, accès de tou·te·s aux droits élémentaires (logement, santé, école...), réforme fiscale contre les inégalités et la fraude, répartition des richesses au service d'une société solidaire et d'une transition écologique urgente... **En finir avec la chasse aux migrant·es** et imposer une politique d'accueil pour tous et toutes les réfugié·es est également une urgence. Il faut **réorienter profondément la politique éducative menée par Blanquer** pour permettre la mise en place d'une école et d'une université également accessibles à tous et toutes, laïques et publiques, non sélectives et sans management hiérarchique.

La portée de nos actions syndicales se jouent au plus près des personnels, titulaires comme précaires. Les coups portés à la Fonction publique et au paritarisme obligent le syndicalisme à se réinventer. Pour la FSU, cela passe par son **aptitude à fédérer les personnels dans les différentes actions** (AG, grèves...). Elle doit aussi, de façon volontariste, poursuivre un travail résolu avec la CGT et Solidaires pour avancer dans l'**unification des forces syndicales de lutte et de transformation sociale.** Elle doit intervenir au quotidien pour défendre les grands enjeux de notre société (retraites, climat, égalité des droits, égalité femmes/hommes...) et **s'engager sans hésitation dans les mobilisations interprofessionnelles, dans la défense des droits et des libertés publiques, dans la dénonciation des violences d'État, dans la lutte contre toutes les discriminations.**

L'École Émancipée appelle toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble dans la FSU.

Votez et faites voter pour la liste à l'initiative de l'École Émancipée !

Candidat·es École Émancipée et sympathisant·es au conseil départemental de la FSU26:

Florimond Guimard (SNUipp, Crest), Michèle Luquet (SNUipp, Romans), Stéphane Moulain (SNES, Montélimar), Claudie Pardigon (SNUipp, Valence), Gérard Gagnier (SNEP, retraité), Catherine Micolod (SNUipp, Valence), Thibault Marceau (SNETAP, Bourg-les-Valence), Ingrid Bonneton (SNUipp, Eure), Benoît Loche (SNES, Montélimar), Corine Domini (SNUipp, Crest), Laurent Lagarde (SNUipp, Beaufort sur Gervanne), Delphine Ract (SNUipp, Eure), Lionel Véziers (SNUipp, Chatuzange le Goubet), Christèle Martin (SNUipp, Valence), Grégory Dufresne (SNUipp, Bourg-les-Valence), Gabrielle Labie (SNUipp, Eure), Thomas Ferrez (SNUipp, St-Rambert d'Albon), Juliette Watine (SNUipp, Crest), Sébastien Polverino (SNUipp, Montoisson), Géraldine Gauthey (SNUipp, Crest)

RAPPORT D'ACTIVITÉ FSU26 2019-2021

Face à la dérive toujours plus libérale et autoritariste, la FSU-Drôme a continué à alerter, informer et mobiliser, notamment sur la réforme des retraites. Malgré les confinements successifs (mars, novembre 2020) et les restrictions de liberté, elle a diversifié son activité : recherche de l'unité d'action avec les autres organisations syndicales et protection sanitaire des collègues.

Formation et information des adhérent-es :

Elaboré plus collectivement, le bulletin départemental "Singulier-Pluriel" a étoffé ses analyses, faisant le lien entre les différents secteurs et montrant la cohérence des attaques démantelant le modèle social hérité de la Libération. La FSU 26 a donné régulièrement la parole à des secteurs généralement plus isolés (infirmières, assistantes sociales), mais elle peine à renouer le lien avec les agents territoriaux du SNUTER, en raison du cloisonnement entre les secteurs et de l'isolement induit par l'épidémie de Covid.

Réunions et stages, régulièrement organisés sur des sujets transversaux, ont été profondément perturbés par le contexte et par les restrictions de libertés. La FSU a pallié ce manque par le recours au distanciel (comme sur l'Education prioritaire) et par des interventions plus régulières dans les médias locaux, gagnant ainsi en visibilité.

Actions interprofessionnelles :

Les attaques répétées du gouvernement ont confirmé les analyses de la FSU 26 qui s'est opposée avec constance et détermination à cette politique (retraites, assurance chômage notamment). Elle a ainsi systématiquement appelé aux grèves et manifestations dans le cadre de l'interpro et le succès des mobilisations répétées (de décembre 2019 à mars 2020) a pesé dans l'abandon de la retraite par points. Par ailleurs, la section départementale, avec vitalité, a diversifié les formes de mobilisation (opération sur les ponts de janvier 2020, carnavaux nocturnes en janvier et février).

De même, elle a souligné le côté discriminatoire de cette réforme à l'égard des femmes, suscitant ainsi l'intérêt des médias et popularisant nos analyses.

Mouvement social, mobilisations sociétales :

Porteuse de mandats en matière de climat, d'environnement et de transi-

tion énergétique, la FSU 26 peut encore progresser pour mieux les articuler avec les associations et les mouvements de citoyens et pour amplifier la mobilisation dans ses rangs, notamment lors des Marches pour le climat. Dans la défense des droits des femmes et contre les violences, la FSU 26 a unifié des initiatives départementales parfois éparses (rassemblements les 8 mars 2020 et 2021, flashmob des Rosies).

Sur le constat d'aggravation des inégalités par la crise sanitaire, à la lumière des revendications des Gilets Jaunes, la FSU 26 a participé au collectif *Plus jamais ça !* en lien avec de nombreuses associations, dans un contexte sanitaire et social peu mobilisateur. Elle a aussi tenu sa place dans l'action contre les idées d'extrême droite (12 juin 2021) et contre la loi Sécurité Globale (5 et 12 décembre 2020).

Actions Fonctions Publiques

Face aux conséquences de la Loi de Transformation de la Fonction Publique sur le paritarisme et les droits des personnels, face au blocage des salaires et des pensions, la FSU a continué à dénoncer cette situation sur tous les terrains (instances, débat public à Romans en mai 2019). De même, elle a apporté son soutien aux actions des soignants (juin 2020) et des personnels de l'Action Sociale.

Retraité-es :

Outre sa participation au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, la Section fédérale des Retraité-es a été particulièrement active au sein de la FGR comme au sein du Groupe des Neuf, élargissant ses revendications à la défense de Services Publics de qualité, parallèlement à la lutte contre la hausse de la CSG, la réduction de la protection sociale et l'insuffisance de la prise en charge de l'autonomie. Pétitions et manifestations se sont succédé avec un réel succès en termes de mobilisation : (octobre 2019, 3 mars et 1^{er} octobre 2021).

Education :

Dans ce domaine, où l'activisme idéologique du Ministre n'a jamais faibli, favorisé par l'instrumentalisation du contexte sanitaire, la FSU a été de tous les combats et a assuré la réussite des initiatives départementales (rassemblements, opérations photos du 0,1% loi Blanquer, Loi Rilhac, Bac). Dans la presse, dans la rue et auprès

des parlementaires, elle a dénoncé les suppressions de postes, l'austérité, la précarité des AED et AESH (rassemblements locaux de juin 2021). Salaires et conditions de travail ont été mis sur le devant de la scène (rassemblements, publications, interventions publiques) pour faire la vérité sur le Grenelle de l'Education. Pour la défense de la profession, la FSU 26 a aussi organisé le rassemblement du 17 octobre 2020 en hommage à Samuel Paty.

Vie fédérale :

Face aux dérives managériales, exacerbées par la crise sanitaire, face à la dégradation des conditions de travail, la FSU a fait du CHSCT un outil efficace au service des personnels dans la prévention des risques psychosociaux, malgré l'obstruction de l'Administration. Elle est la seule à pouvoir croiser les points de vue grâce à ses représentant-es issu-es de différents secteurs.

Malgré les entraves au paritarisme, la FSU 26 tient pleinement son rôle dans toutes les instances (CTSD, CDEN, CHSCT, CDAS), en visant toujours à l'unité avec les parents ou les autres organisations.

La vie fédérale départementale passe aussi par le soutien et la coordination des différents syndicats du département : audiences, aides matérielles, prêt de salles, audiences communes etc.

Sur le plan interne, la participation au CDFD, après avoir connu une embellie, a été perturbée par la pandémie, malgré le recours à la visio. La FSU 26 a pour objectif de favoriser l'implication de toutes et tous dans la vie collective de la fédération.

La FSU a su s'adapter aux aléas de la période sans perdre ni indépendance, ni détermination : fidèle à sa recherche d'efficacité et d'unité d'action, elle s'est aussi mise à la disposition des personnels confrontés à la mauvaise gestion de la crise et demandeurs de protection. Elle reste confiante dans la résilience du syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

